

Un appel de Femmes Brésiliennes en Mission de Paix au Moyen-Orient

in memoriam de
Mayada Abassi, (Ancienne ambassadrice de Palestine au
Brésil et Secrétaire des Relations Internationales de l'Union Générale
des Femmes Palestiniennes – UGMP.)

Lettre au Gouvernement Brésilien, aux entités et aux dirigeants des communautés en Amérique centrale, latine, et dans la Communauté des Pays de Langue Portugaise (CPLP)

L'Union Brésilienne des Femmes – UBM, le Centre Brésilien de Solidarité avec les Peuples et de Lutte pour la Paix – CEBRAPAZ et la Fédération Démocratique Internationale des Femmes – FDIM, à l'écoute active des "Femmes Palestiniennes, Pilier de la Résistance", engagées dans la lutte pour la Paix et en défense de la Palestine, ont cherché à donner de la visibilité aux femmes palestiniennes car elles ont été, avec les enfants, plus de 70% des personnes assassinées par Israël.

Les femmes palestiniennes ont toujours fait partie intégrante de la lutte pour la liberté et l'émancipation de leur peuple. L'histoire de la résistance palestinienne regorge de noms de héroïnes, d'activistes qui ont refusé de rester silencieuses et sans agir alors que la Palestine était colonisée.

Outre les nombreux noms inscrits dans l'histoire palestinienne, il y a des milliers de femmes combatives et héroïques qui ont toujours fait et feront toujours partie de cette histoire de résistance : ce sont des grands-mères, des mères, des sœurs, des amies, des camarades. Elles luttent constamment et résistent pour le droit d'exister et pour que leurs enfants et petits-enfants vivent dignement.

Cependant, Israël refuse de renoncer au territoire qu'il occupe illégalement, de démanteler son système d'apartheid, de respecter le droit international et les droits du peuple palestinien. Pour cela, il maintient une ruse pour entraîner les États-Unis et d'autres alliés : la stratégie d'Israël est de rompre l'isolement en attaquant les gouvernements hostiles, comme l'Iran, afin d'entraîner toute la région dans un conflit sans précédent.

La clé pour éviter une guerre régionale est un cessez-le-feu permanent à Gaza, permettre la livraison et l'assistance humanitaire, la reconnaissance de l'"État palestinien" avec la fin de l'occupation israélienne et un accord de paix juste.

En répondant aux appels de l'écoute active des "Femmes Palestiniennes, Pilier de la Résistance" et aux cris des déclarations d'institutions et d'intellectuels palestiniens et palestiniennes, nous formulons quelques considérations nécessaires pour une action immédiate et vigoureuse auprès du Gouvernement Brésilien, ainsi que nous exhortons les entités et les dirigeants des communautés en Amérique centrale, latine et dans la Communauté des Pays de Langue Portugaise (CPLP) avec le leadership du mouvement "Lula a Raison!", depuis le Sud Global.

Ainsi, nous nous positionnons contre les mensonges diffusés par la "propagande sioniste" dans les grands médias qui déforment les faits et la réalité de la juste cause de l'émancipation et du droit à l'autodétermination du peuple palestinien.

Cela étant dit, nous faisons écho aux appels de "l'écoute active" avec cette audition :

1er Appel : Pour les femmes harcelées et emprisonnées

1. L'armée israélienne met en œuvre de manière ferme et quotidienne des politiques de représailles et de vengeance contre les femmes et les filles palestiniennes, pratiquant des passages à tabac, des actes de vandalisme domestique et d'humiliation, sans tenir compte de leur vie privée en envahissant les maisons, en particulier des femmes palestiniennes qui ont été arrêtées et récemment libérées;
2. Nous exprimons notre intention de promouvoir une mobilisation féministe pour soutenir les femmes palestiniennes, dénoncer les crimes commis contre elles par l'occupation et exercer une pression sur les gouvernements et les parlements pour qu'ils assument la responsabilité de la négation des droits des femmes en Palestine, compte tenu du récent regain d'arrestations de femmes et de filles palestiniennes, sur la base de tendances politico-idéologiques de représailles et pour les utiliser comme otages;
3. Il convient de mentionner qu'il y a actuellement 81 femmes détenues dans les prisons israéliennes, la plupart d'entre elles dans la prison de Damoun, dans des conditions de santé précaires, sans assistance médicale et en danger de mort.

2e Appel : Pour mettre fin à la fourniture d'armes à Israël

1. La fourniture continue d'armes et de munitions par les États-Unis et les pays alliés à Israël, l'encourageant à faire la guerre et à mener des actions agressives, et s'engageant à le protéger militairement et politiquement, encouragera toujours Israël à aller plus loin dans ses crimes, qui ont augmenté progressivement au niveau du génocide;
2. Nous appelons les organisations et les militants des droits de l'homme, des droits de l'homme et des droits civils actifs dans les pays du Nord Global à suivre l'exemple de leurs homologues français en intentant une action en justice contre les gouvernements européens qui soutiennent Israël avec des armes, les rendant responsables de soutenir Israël dans ses crimes et les obligeant à cesser d'exporter des armes et des munitions vers Israël et à s'abstenir de fournir une couverture politique pour ses crimes;
3. Nous exigeons la rupture des gouvernements avec les contrats d'armes et de munitions, de conseils et de prestations de services en matière de sécurité publique et de gestion environnementale avec l'État d'Israël, à l'instar des contrats de partenariat du Brésil et de l'Argentine, dans la région de la Patagonie, d'administration de la gestion de l'eau et de l'assainissement de base avec Mekorot (la principale agence nationale de l'eau d'Israël).

3e Appel : Pour la suspension des Relations Diplomatiques

1. Nous exhortons l'opinion publique internationale à faire pression sur l'autorité occupante pour éviter une catastrophe à Rafah, alors que l'armée d'occupation israélienne continue son attaque sanglante contre toutes les zones de la bande de Gaza détruite et de la Cisjordanie, y compris Jérusalem occupée;
2. En adressant cet appel au Gouvernement Brésilien et aux dirigeants d'Amérique centrale, latine et des Caraïbes, ainsi qu'à la Communauté des Pays de Langue Portugaise – CPLP, entre autres, qui entretiennent des relations diplomatiques avec Israël, nous les exhortons à suspendre leurs relations avec Israël afin d'éviter l'invasion de Rafah et un affrontement militaire qui pourrait dégénérer en une guerre contre l'Iran. Tout pays maintenant des relations diplomatiques avec cette entité, qui, dans les circonstances actuelles, menace l'existence palestinienne et toute la sécurité nationale arabe, ternira son image. Suspendre les relations avec un pays qui viole les normes du droit international est un devoir éthique et moral des États.

4e Appel : À la résistance de la classe ouvrière

1. Nous appelons les militants et les organisations du monde entier à établir que le 1er mai 2024, Journée Internationale des Travailleurs, soit le "Jour des Travailleurs de la Résistance Palestinienne", visant à souligner la nécessité de défendre la résistance palestinienne dans son droit de lutter pour sa libération, en la renforçant à un niveau supérieur contre l'oppression des travailleurs du monde entier;

2. Nous lançons cet appel à ce moment décisif de révolte du monde en développement contre l'impérialisme américain et des pays du Nord pour affirmer que le chemin pour le mouvement ouvrier de se rétablir à l'échelle mondiale en tant qu'agent de transformation révolutionnaire est de s'allier courageusement aux luttes de libération du Sud Global et de mobiliser les travailleurs à cette fin.

5e Appel : Pour la liberté de la presse et de la communication

1. Le Comité des Libertés du Syndicat des Journalistes Palestiniens a dénoncé qu'Israël continue à cibler et à fermer des institutions de communication sociale à Jérusalem occupée, tout en insistant sur la décision d'empêcher les chaînes de télévision par satellite de fonctionner à Jérusalem, en plus de l'interdiction faite aux journalistes de travailler à la couverture de la presse à Jérusalem, aux abords de la Mosquée Al-Aqsa, en Cisjordanie occupée et surtout à Gaza, où les journalistes ont été délibérément pris pour cible de meurtres et d'attaques systématiques, y compris contre leurs familles, avec la destruction d'équipements de travail et de leurs maisons ;
2. Il est essentiel de soutenir et de subventionner juridiquement et diplomatiquement le Syndicat des Journalistes Palestiniens dans ses efforts et ses demandes incessantes de poursuivre Israël pour ses crimes contre l'assassinat, l'agression et l'entrave à l'exercice du journalisme en Palestine à tous les niveaux, régional et international, dénonçant ses crimes dans le cadre des exigences juridiques des tribunaux pour les crimes de guerre et les tribunaux internationaux, car la liberté de la presse et d'expression est la pierre angulaire des droits de l'homme ; ce sont des principes qui doivent être respectés.

6e Appel : Pour la liberté académique et scientifique

1. La Professeure Shalhoub-Kevorkian a été arrêtée par la police israélienne, le 18 avril 2024, sous suspicion d'incitation au terrorisme et à la violence en raison de sa position inébranlable contre le génocide à Gaza et de son analyse perspicace du colonialisme des colons israéliens et de sa violence racialisée ;
2. Son arrestation, alors qu'elle subissait une torture psychologique et des mauvais traitements, fait suite à une campagne continue de harcèlement, notamment une lettre exigeant qu'elle démissionne de l'Université hébraïque de Jérusalem pour avoir signé une déclaration de cessez-le-feu. Le traitement, dans les prisons israéliennes, des détentions d'intellectuels et d'universitaires, illustre un modèle systématique d'éduccide contre les universitaires et les lieux d'enseignement palestiniens. De plus, le fait qu'une universitaire de renommée internationale soit détenue et poursuivie de cette manière sert à produire un effet dissuasif sur la liberté académique et la solidarité avec la Palestine.
3. Nous appelons à couper tous les liens et à cesser toute collaboration et tout projet conjoint de quelque nature que ce soit avec les universités et les instituts de recherche qui maintiennent ce schéma de persécution contre les universitaires, les intellectuels et les étudiants/chercheurs jusqu'à ce qu'ils mettent fin à leurs complicités de décennies avec l'occupation israélienne et le système d'apartheid en défense des libertés académiques et scientifiques.

Remarque:

L'Union Brésilienne des Femmes – UBM et les entités à l'écoute active des "Femmes Palestiniennes, Pilier de la Résistance", le 8 mars, Journée Internationale des Femmes – 2024. Accédez à la vidéo de l'écoute active ICI : <https://youtu.be/cWsY2k8wP2M>

Brasilia, 20 avril 2024



* Pour les adhésions, envoyez un email avec le nom de l'entité et l'indication du pays à email : ubmbrasil.mulheres@gmail.com et ou editores_recos@terra.com.br

Pour consulter la liste mise à jour des entités et collectifs qui soutiennent et souscrivent à cette lettre, visitez ICI : <https://abrir.link/LGwPc>
Traduction française : Alexandre Rocha